

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 24/03/4.4

SEANCE DU 11 MARS 2024
L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE ET LE ONZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	5	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Benoit ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTEES :

Patrick APARICIO, (représenté par Christine DEL NERO)
Thierry AKSOUL, (représenté par Michel THUILIER)
Valérie MASSENET, (représentée par Laetitia QUILICI)
Stanislas ROQUEBERT, (représenté par le Maire)
Claudie CARTEREAU-ZUNINO, (représentée par Christian BERCOVICI)

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>		<u>BLANC(S) et NUL(S) :</u>

OBJET : Personnel communal : création d'un emploi permanent de catégorie A pour le poste d'adjoint au Directeur des Services Techniques

Madame Laetitia QUILICI, adjointe au Maire informe l'assemblée que conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité et établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Madame Laetitia QUILICI expose qu'il est nécessaire de créer à compter du 11.03.2024, un emploi permanent d'adjoint (e) au directeur des services techniques en charge des bâtiments et des travaux structurants de la catégorie hiérarchique A, à temps complet et des grades possibles suivants : Attaché territorial ou ingénieur territorial.

Cet emploi doit être pourvu par un fonctionnaire.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaires, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Il devra dans ce cas justifier des diplômes correspondants et d'une expérience professionnelle dans le domaine concerné.

La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement et sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Le recrutement de l'agent contractuel pourra être prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3-2 et 3-3 2°,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération relative au régime indemnitaire n° 20/09/4.10 adoptée le 21/09/2020.
Considérant la nécessité de créer 1 emploi permanent sur les services techniques compte tenu de la nécessité d'avoir un agent qualifié pour ce poste,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la création d'un emploi permanent sur le grade d'attaché territorial ou ingénieur territorial, relevant de la catégorie hiérarchique A pour effectuer les missions d'adjoint (e) à la Direction des Services Techniques chargé des bâtiments à temps complet.
2. AUTORISE le recrutement sur un emploi permanent d'un agent contractuel, dans l'hypothèse où la vacance d'emploi ne serait pas pourvue par un fonctionnaire titulaire ou stagiaire dans les conditions fixées à l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 pour une durée déterminée de 3 ans.
3. DIT que la dépense correspondante sera inscrite au budget 2024 chapitre 012.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



**Le ou la secrétaire
de séance**